

■ TRESOR PUBLIC ■ LA PROVENCE

13/12/2006

Demain les agents seront en grève

Totalement déprimés! Les fonctionnaires du Trésor ne s'en cachent plus: la dégradation de leurs conditions de travail et les menaces qui pèsent sur le service public leur mettent le moral à zéro. Et, comme l'union fait la force ils se sont regroupés en intersyndicale (FO, CGT, Cfdt, CFTC, Sud-Solidaires et UNSA) pour organiser une grève, demain, jeudi 14 décembre. Parmi les premiers motifs du mécontentement général: les suppressions d'emplois. Il en est prévu 970 pour 2007 sur le plan national et 29 pour les seules Bouches-du-Rhône. "Aux suppressions d'emplois s'ajoutent les fusions des trésoreries. Nous sommes en période de paiement des impôts locaux et dans la trésorerie des 2^e, 15^e et 16^e arrondissements, quartiers où les difficultés des habitants sont grandes, 500 personnes environ se présentent chaque jour. L'ac-

cueil n'est plus satisfaisant, les agents sont débordés et stressés", explique Jean-Pierre Salvador, secrétaire départemental de FO Trésor 13. À cela s'ajoutent des réformes portant sur l'accueil commun, les compétences croisées ou encore la fermeture des perceptions de proximité qui "déstructurent totalement le service public" soulignent les syndicats. Enfin, un contentieux salarial perdure depuis 2000. Les organisations syndicales estiment que "le point d'indice octroyé au 1^{er} novembre - ce qui représente une augmentation de 0,2% en moyenne - et le 0,5% d'augmentation annoncée pour le 1^{er} février 2007 ne permet pas de compenser les pertes et ne garantit pas le maintien du pouvoir d'achat". Demain, seuls les agents CGT manifesteront, lors d'une journée d'action interprofessionnelle, à 11 heures, devant le siège régional du Médef, place De Gaulle. **B.S.**

Service public. Les syndicats des agents du Trésor public appellent à la grève ce jeudi.

Une politique d'affrontement

LA MARSEILLAISE
13/12/2006

■ Un dialogue social inexistant, des réformes aberrantes et des conditions de travail qui régressent: les agents du Trésor public sont exaspérés.

Une assemblée générale s'est tenue, hier, dans les locaux de la trésorerie générale pour discuter de la journée de grève prévue le 14 décembre. Les syndicats FO, CGT, Trésor Sud et Cfdt dénoncent des réformes techniques et sociales qui « visent à supprimer des emplois ».

Le représentant CGT, Frédéric Larrivée, décrit le ministère des Finances comme « le bras armé du libéralisme » en devenant « le premier ministère en terme de licenciements ».

Depuis 2000, « 600 trésoreries ont été fermées réduisant leur nombre à 3 000 ». Il devrait « être divisé par deux dans les prochaines années », affirme la CGT. Une si-

tuation préoccupante pour les syndicats et les salariés qui critiquent « la politique d'affrontement des ministres » suite à « leurs refus d'ouvrir de réelles négociations ».

Désorganisation et dysfonctionnements

« En 2007, 970 emplois devraient être retirés, dont 29 postes dans le département », révèle Jean-Pierre Salvador du syndicat FO. Une annonce de trop pour les agents du Trésor qui constataient déjà des suppressions d'emploi chaque année. Agnès Bono, représentante du syndicat Trésor Sud, expose, chiffres à l'appui, une politique de licenciement grandissante: « Depuis 4 ans, nous avons perdu 70 salariés dans les Bouches-du-Rhône et ça continue. »

Les nouvelles procédures instaurées aux personnels « ne fonc-

tionnent pas. Pire elles ralentissent le travail », confie, à l'unisson, les représentants syndicaux. La fusion de certains postes, l'inefficacité des outils informatiques et l'accumulation des tâches par employé ne permettent plus un service de qualité. « Ils ont mis au point des techniques de management inspirées du privé. Une erreur qui augmente le stress déjà permanent chez les agents du Trésor », souligne Frédéric Larrivée.

L'externalisation au privé de certaines activités du Trésor public, comme la gérance de l'office de construction des HLM d'Aix-en-Provence, pose la question des effets sur le contribuable. Selon les syndicats, les citoyens seront amenés à « payer des frais supplémentaires », transformant « le contribuable en simple client ».

PIERRE-GEORGES TEMPIER

LA PRESSE REGIONALE - 13 DECEMBRE 2006